

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 28 octobre 1999, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "insérant une procédure de comparution immédiate dans le Code d'instruction criminelle", a donné le 8 novembre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 oktober 1999 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot invoeging van een procedure van onmiddellijke verschijning in het Wetboek van strafverdring", heeft op 8 november 1999 het volgende advies gegeven :

I. Observations préliminaires quant à la saisine du Conseil d'Etat

1. La lettre par laquelle le Ministre de la Justice sollicite l'avis du Conseil d'Etat exprime le souhait de le recevoir dans un délai court mais ne l'exige pas dans les délais particulièrement étroits prévus par l'article 84, alinéa 1er, 1° ou 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Cette lettre fait part du souci qu'a le Gouvernement de pouvoir mettre en vigueur la loi en projet au plus tard le 1er janvier de l'année prochaine car le Gouvernement juge utile que la nouvelle procédure puisse fonctionner normalement pendant la période où se déroulera la compétition de football dite "Euro 2000".

Pour étudier le projet sous tous les aspects sous lesquels il devrait l'être, le Conseil d'Etat aurait dû y consacrer un temps tel que la réalisation du calendrier que le Gouvernement se propose de suivre en aurait été compromise.

C'est donc pour éviter un retard jugé funeste que la section de législation a limité son examen aux questions les plus graves; beaucoup d'autres, pourtant sérieuses et délicates, n'ont pas pu être envisagées.

Aussi le silence tenu sur telle ou telle difficulté du projet ne peut-il revêtir aucune signification. Ce serait déformer les intentions du présent avis que de prétendre fonder sur ce silence une opinion implicite quelle qu'elle soit sur quelque point que ce soit.

.../...

2. La mise en oeuvre de cette nouvelle procédure pénale nécessitera dans une large mesure une réelle collaboration entre les différents acteurs de la justice, dans le souci notamment de sauvegarder les droits de la défense du prévenu et de la victime.

Sur ce point l'exposé des motifs insiste, d'une part, sur

"l'organisation de permanences dans les palais de justice, non seulement au niveau de la magistrature (parquet et siège, greffes) mais également au niveau du barreau ... afin de pouvoir garantir une assistance judiciaire effective non seulement des prévenus, mais également des victimes dans le cadre d'une procédure applicable 7 jours sur 7"

et, d'autre part, sur la nécessité de prendre des mesures quant au budget et au personnel afin d'éviter une surcharge accrue des tribunaux correctionnels, l'idée étant de créer, tant au sein de ces tribunaux qu'en instance d'appel, des chambres spécialisées chargées d'examiner les dossiers soumis à la comparution immédiate.

Interrogés sur la consultation des organes représentatifs tant des avocats que des magistrats, les délégués du ministre ont informé le Conseil d'Etat que des contacts ont été entrepris afin de recueillir les avis de ces organes et que ces consultations sont actuellement en cours.

Bien que ne s'agissant pas de consultations obligatoires, il est rappelé à l'auteur du projet que la section de législation du Conseil d'Etat doit toujours être

.../...

saisie d'un texte définitif ayant déjà été examiné par d'autres organes consultatifs.

S'il apparaît que le texte en projet devait être modifié pour rencontrer les avis ainsi émis, une nouvelle saisine du Conseil d'Etat s'imposerait.

II. Observations générales

A. Champ d'application de la loi en projet

1. S'il ressort de l'exposé des motifs que la procédure de comparution immédiate sera principalement mise en oeuvre dans le cadre de la "petite criminalité" ou encore dans "des cas de simple criminalité urbaine", il convient cependant de constater que l'article 216quinquies en projet du Code d'instruction criminelle est rédigé d'une manière beaucoup plus large.

Il y est prévu que cette procédure pourra être mise en oeuvre lorsque "le fait est punissable d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou une peine plus grave" et que "l'infraction est flagrante" ou que "les charges réunies paraissent suffisantes pour soumettre l'affaire au juge du fond".

L'article 216quinquies, § 1er, en projet, trace ainsi le domaine d'application de la procédure de comparution immédiate au moyen de critères tenant, outre à la gravité de l'infraction, soit au caractère flagrant de l'infraction, soit au fait que les charges réunies par le

.../...

parquet paraissent suffisantes.

Chacun de ces critères, pas plus d'ailleurs que leur combinaison, ne rend compte, fût-ce de façon simplement approchée, de l'intention des auteurs, déclarée dans l'exposé des motifs, de restreindre la procédure accélérée à certains types d'infraction déterminés par des critères en quelque sorte sociologiques : il s'agit d'infractions regroupées comme formant "la petite délinquance" ou la "criminalité urbaine".

Cet écart entre les intentions des auteurs du projet, d'une part, et le texte lui-même, d'autre part, laisse penser que c'est aux responsables de la politique criminelle qu'il appartiendra de choisir parmi les infractions que le texte permet de soumettre à la procédure rapide, celles qui doivent y être effectivement soumises.

Le véritable champ d'application de la loi en projet sera ainsi tracé finalement par le Collège des procureurs généraux et le Ministre de la Justice.

Si la lettre de l'article 12 de la Constitution paraît respectée, il est moins sûr que l'esprit de ce principe le soit, car celui-ci est évidemment de réserver au pouvoir législatif les règles de la répression, d'investir le Parlement de la compétence exclusive de déterminer les infractions et les peines tout autant que les formes dans lesquelles les poursuites doivent se dérouler.

C'est pourquoi il appartient au Parlement de faire les distinctions nécessaires pour fixer au moins les lignes essentielles des critères permettant de réunir du point de

.../...

vue de la substance différentes catégories d'infractions en vue de les soumettre à une procédure rapide tout en sauvegardant la liberté individuelle.

Le texte de l'article 216quinquies, § 1er, alinéa 1er, doit donc être impérativement revu pour le rendre conforme à l'article 12 de la Constitution.

2. Indépendamment de la détermination du champ d'application de la loi, se pose la question de savoir de quel délai - lorsqu'il n'y a pas flagrance - dispose le parquet pour établir "les charges suffisantes" permettant le recours à la procédure accélérée.

Interrogés sur le point de savoir si la comparution immédiate pouvait être mise en oeuvre à la suite d'une information qui aurait duré quelques mois, c'est-à-dire le temps nécessaire à la réunion de "charges suffisantes", les délégués du ministre ont répondu par la négative car ce serait la preuve que l'affaire n'est pas, en soi, simple. Ils estiment qu'un délai d'un mois au maximum doit permettre au procureur du Roi de rassembler les preuves.

Il n'est pas admissible que des questions aussi fondamentales ne trouvent pas de solution claire dans la loi.

3. De telles clarifications s'imposent d'autant plus lorsqu'on analyse les répercussions de cette procédure pénale accélérée sur la liberté individuelle et sur les droits de la défense.

.../...

Compte tenu de l'expérience que connaît la comparution immédiate dans leur pays, la plupart des auteurs de doctrine en France (1) plaident pour un allongement de la liste des infractions exclues de cette procédure rapide ou préconisent que le législateur énumère les catégories d'infractions auxquelles cette procédure serait applicable.

En particulier, le caractère "simple" de certaines affaires correctionnelles a parfois été mal apprécié et la volonté a été exprimée, par certains, de définir beaucoup plus strictement le domaine d'application de cette procédure, en la réservant aux cas dans lesquels la culpabilité de la personne poursuivie est indiscutable.

L'hypothèse du flagrant délit devrait se limiter au cas où l'individu est pris sur le fait.

"En conséquence - écrit D. Mayer (2) - les délits réputés flagrants, d'une part, et ceux dont on a relevé les traces alors qu'ils venaient de se commettre, d'autre part, ne devraient pas autoriser la mise en oeuvre de la procédure rapide, car ils apportent seulement des indices de culpabilité, mais pas de certitude ...".

4. Le projet appelle également des observations dans la mesure où il vise des infractions commises lors de manifestations de masse.

D. Mayer fait observer à ce sujet :

(1)(2) D. Mayer, "Plaidoyer pour une redéfinition du flagrant délit", Rec. Dalloz, 1980, Chronique, p. 102.

"A ces exclusions de droit positif, il conviendrait, de lege ferenda, d'ajouter une autre sorte d'infractions : celles qui se commettent en groupe à l'occasion de manifestations ou de cortèges. En effet, la présence d'une foule remuante contribue à rendre beaucoup plus délicate la constatation des infractions et surtout l'identification de leurs auteurs. A l'intérieur d'un groupe dense et agité, l'individualisation des responsables des actions délictueuses est si difficile que même les constatations opérées sur le fait ne permettent pas d'apporter de façon certaine la preuve de la culpabilité de tel ou tel individu. Par nature, ce genre d'infractions échappe à toute preuve immédiate et certaine; or, seule celle-ci rend admissible l'emploi d'une procédure expéditive. On doit donc reconnaître que cette dernière est naturellement inadaptée aux infractions commises lors de manifestations." (1).

Ces observations paraissent fondamentales et sont transposables au projet à l'examen. Le Conseil d'Etat insiste par conséquent pour la détermination très rigoureuse du domaine d'application de la procédure de comparution immédiate, spécialement lorsque des infractions sont commises dans le cadre de manifestations diverses.

Or, sur ce point, les intentions du Gouvernement ne sont pas claires. En effet, la lettre de demande d'avis adressée au Conseil d'Etat justifie l'urgence de l'examen du projet par la nécessité de rendre opérationnelle la comparution immédiate pour le déroulement de l'"Euro 2000". Il est permis d'en déduire que les faits de hooliganisme commis lors de ces manifestations sportives pourront être jugés dans le cadre d'une procédure pénale accélérée.

Par contre, l'exposé des motifs exclut de cette

(1) D. Mayer, op. cit., p. 102.

même procédure "les troubles sociaux", mais sans définir réellement cette notion.

A vrai dire, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison objective qui pourrait justifier une différence de traitement entre ces deux types de manifestations de masse.

Dans un cas comme dans l'autre, il sera difficile d'individualiser les responsables des faits délictueux et d'apporter la preuve de leur culpabilité.

Par rapport aux faits de hooliganisme, le Conseil d'Etat s'interroge également sur la conciliation de la mise en oeuvre de la procédure de comparution immédiate avec les dispositions de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

En effet, le titre III de cette loi punit certains comportements d'amendes administratives qui peuvent être très lourdes.

L'article 23 de cette loi prévoit notamment qu'une amende administrative pourra être infligée à celui ou ceux qui, par leur comportement lors d'un match, auront incité à porter des coups et blessures, à la haine ou à l'emportement à l'égard d'une ou de plusieurs personnes se trouvant dans le stade.

Il est permis de se demander dans quel cas précis les autorités mettront en oeuvre les dispositions de la loi du 21 décembre 1998 plutôt que de recourir à la procédure de comparution immédiate sous détention.

En d'autres termes, sur la base de quels critères

.../...

objectifs un tel comportement pourra-t-il tantôt être jugé dans le cadre d'une procédure pénale accélérée tantôt sanctionné administrativement ?

Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier objectivement cette différence de traitement, le délinquant étant, dans un cas, privé de sa liberté et jugé pénalement alors que, dans l'autre, la sanction aura principalement des répercussions sur le patrimoine de l'intéressé.

Par ailleurs, qu'en sera-t-il si la personne a été dans un premier temps sanctionnée administrativement et que le procureur du Roi décide ensuite d'une comparution immédiate sous détention ?

L'article 34 de la loi du 21 décembre 1998, précitée, envisage seulement l'hypothèse d'un contrevenant qui n'a ni domicile, ni résidence principale en Belgique et qui est amené à payer directement une somme de dix mille francs aux autorités belges du fait d'un comportement délictueux.

Si le procureur du Roi décide cependant de faire application des articles 216bis ou 216ter du Code d'instruction criminelle ou d'engager des poursuites pénales, la somme de dix mille francs sera soit imputée sur la somme fixée par le Ministère public, soit imputée sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée, l'excédent éventuel étant remboursé.

.../...

En cas d'acquiescement, cette somme est restituée.

La loi du 21 décembre 1998, précitée, doit en conséquence être adaptée pour tenir compte de l'article 216quinquies en projet du Code d'instruction criminelle.

B. Compatibilité avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales

La loi en projet soulève également plusieurs interrogations par rapport à sa conformité avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Ainsi, en vertu de l'article 6 de la Convention :

- "1- Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi ...
- 2- Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.
- 3- Tout accusé a droit notamment à :
 - a) être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui;
 - b) disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense;
 - c) se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un

.../...

défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent;

- d) interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
- e) se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience."

La procédure consacrée par la loi en projet aura notamment pour conséquence qu'une personne pourra être condamnée dans un délai de cinq jours à partir de la délivrance d'un mandat d'arrêt en vue de sa comparution immédiate.

L'article 216quinquies, § 4, en projet, du Code d'instruction criminelle dispose, en effet, que :

"La comparution devant le tribunal a lieu dans les cinq jours du mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate.

Le tribunal statue séance tenante, sous réserve de l'application de l'article 216septies.

La décision n'est pas susceptible d'opposition."

La disposition en projet n'aménage en aucune façon le délai de cinq jours. Ce qui signifie qu'une fois délivré le mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate, le prévenu peut être traduit devant la juridiction de fond à n'importe quel moment, soit dans l'heure, soit le lendemain ... pourvu qu'il le soit dans le délai de cinq jours.

.../...

Cette brièveté pourra être de nature à porter gravement atteinte aux droits tant du prévenu que de la victime.

A la connaissance du Conseil d'Etat, la Cour européenne des droits de l'homme n'a jamais eu à connaître d'une affaire dans laquelle on mettait en cause la légalité d'une procédure pénale accélérée.

a) Sa jurisprudence a cependant dégagé certains principes, notamment quant au droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense.

La Cour procède généralement à une appréciation in concreto des conditions, notamment de temps, dans lesquelles l'accusé a pu utilement préparer sa défense, et ce en fonction de l'espèce et du stade de la procédure.

En l'affaire Hadjianastassiou (1), l'arrêt de condamnation lu par le Président de la Cour d'appel militaire ne contenait aucune mention des questions figurant au procès-verbal de l'audience. Le requérant ne put se procurer le texte exact de ces questions que le lendemain du prononcé, le greffier lui ayant indiqué qu'il fallait attendre la "mise au propre" de l'arrêt.

(1) Arrêt du 16 décembre 1992 cité par L. Muller, "La mise en oeuvre de la Convention en procédure pénale", in "La mise en oeuvre interne de la Convention européenne des Droits de l'Homme", Journée d'études, jeudi 20 janvier 1994, Editions du Jeune Barreau de Bruxelles, 1994, pp. 180-181.

Dans son pourvoi en cassation, formé dans un délai de cinq jours, l'intéressé put seulement s'appuyer sur ce qu'il avait entendu ou saisi pendant les débats. Lorsqu'il reçut le procès-verbal de l'audience, il se trouvait forclos pour préciser son pourvoi.

Dans son arrêt, la Cour a considéré que le requérant n'avait pas disposé du temps et des facilités nécessaires à sa défense.

Dans l'affaire Kremzow contre l'Autriche (1), la Cour a estimé par contre que le fait de communiquer les observations ("le croquis") du procureur général de la Cour suprême d'Autriche à l'accusé trois semaines avant la date fixée pour l'audience, laissait suffisamment de temps au requérant pour rédiger sa réplique.

Il convient d'être particulièrement attentif à l'arrêt rendu par la Cour le 9 juin 1998, dans l'affaire Twalib contre la Grèce (2).

En l'espèce, il s'agissait d'un ressortissant tanzanien, arrêté en Grèce en étant porteur d'un faux

(1) Arrêt du 21 septembre 1993, cité par R. Ergéc et A. Schaus, "La Cour européenne des Droits de l'Homme - Examen de jurisprudence 1990-1994", R.C.J.B., 1995, p. 392.

(2) Cour européenne des droits de l'homme, arrêt Twalib c. Grèce du 9 juin 1998, Rec. des arrêts et décisions, 1998, IV, pp. 1416 et suiv.

passport. Il était soupçonné de participer avec d'autres personnes à un trafic de stupéfiants.

Le 16 juillet 1991, la Cour d'appel d'Athènes, siégeant en première instance, le déclara coupable d'importation et de transport de stupéfiants ainsi que d'usage de faux. Elle le condamna à la réclusion à perpétuité et à une amende de six millions de drachmes pour les infractions à la législation sur les stupéfiants ainsi qu'à huit mois d'emprisonnement pour usage de faux.

Au cours de cette procédure en première instance, l'avocat de ce ressortissant tanzanien ne se présenta pas à la barre et la Cour demanda à l'avocat d'un des autres coaccusés d'assurer également la défense de M. Twalib.

Il ressort du procès-verbal de l'audience que cet avocat accepta cette défense et qu'il disposa d'"une petite heure" pour consulter le dossier de M. Twalib, cet avocat étant censé déjà connaître les éléments de l'affaire.

Lorsque M. Twalib interjeta appel de sa condamnation, sa défense fut assurée par un autre avocat qui ne remit pas en cause la procédure suivie en première instance.

La Commission européenne des droits de l'homme a estimé qu'il n'y avait pas eu violation de l'article 6, §§ 1er et 3, b), de la Convention au motif que les garanties d'un procès équitable avaient été sauvegardées lors de la procédure en appel.

Quant à la Cour européenne des droits de l'homme, son appréciation du cas d'espèce est plus nuancée :

.../...

"La Cour observe que, vu l'absence de l'avocat du requérant à l'audience, la juridiction de première instance a désigné, pour défendre M. Twalib, l'avocat de l'un des coaccusés.

En dépit de la gravité de l'infraction dont le requérant était accusé et de la complexité de l'affaire, l'avocat n'a disposé que d'un temps très court pour compulser le dossier et préparer la défense de l'intéressé.

Compte tenu de l'argument de M. Twalib selon lequel il y avait conflit d'intérêts entre son coaccusé et lui, on ne peut guère invoquer, pour défendre la brièveté de cette phase de préparation, l'argument que l'avocat était, en tant que représentant du coïnculpé, très au fait du dossier.

Il a dès lors existé, quant à l'équité de la procédure en première instance, des carences graves qui ont pu nuire à la situation du requérant."

Malgré ce constat, la Cour va cependant décider qu'il n'y a pas eu de violation de l'article 6, § 1er combiné avec le § 3, b), de la Convention précitée, au motif que M. Twalib a bénéficié en appel des garanties consacrées par cette disposition. Par ailleurs, son conseil n'a pas soulevé en appel des moyens conduisant à l'irrégularité du jugement rendu en première instance.

Il est cependant instructif de prendre connaissance des opinions dissidentes formulées à l'occasion de cet arrêt par trois juges (sur six) de la Cour.

Ces magistrats ne peuvent suivre le raisonnement de la Cour lorsqu'elle décide qu'il n'y a pas eu violation de l'article 6, § 1er combiné avec le § 3, b).

.../...

Ils critiquent notamment l'argument suivant lequel la procédure d'appel a porté remède aux irrégularités de la procédure de première instance.

Ils s'expriment ainsi :

"Mais comment ces défauts ont-ils été corrigés si la Cour d'appel n'en était pas avertie et n'en a pas traité ? Si, en droit interne, un accusé a droit à une audience devant un tribunal indépendant et impartial doté de la plénitude de juridiction à deux degrés au moins, il a droit à deux procédures répondant aux conditions de l'équité. Si la procédure de première instance ne répondait pas à ces conditions, cette carence ne saurait trouver remède du simple fait que la procédure a été équitable en appel car cela viderait de son objet la question de l'équité de la procédure de première instance.".

On peut retenir de ces arrêts que la Cour européenne des droits de l'homme examine, au cas par cas, les violations alléguées, en tenant compte principalement du degré de difficulté soulevé par l'affaire de sorte que si, dans certaines circonstances, trois semaines peuvent suffire à la préparation d'une défense, dans d'autres, cinq jours seront peut-être insuffisants.

Or, tel qu'il est actuellement rédigé, le texte en projet n'offre pas suffisamment de garanties quant à l'effectivité du temps nécessaire à la préparation d'une défense.

Cet aménagement du délai de cinq jours est d'autant plus important que le dossier sur la base duquel sera jugé le prévenu aura été constitué par le procureur du Roi qui, compte tenu du temps qui lui aura été imparti, se

.../...

préoccupera davantage de rassembler soit les preuves d'un flagrant délit soit de réunir les charges suffisantes. En revanche, l'avocat du prévenu devra à son tour réunir les éléments à décharge afin de rétablir un certain équilibre dans cette procédure accélérée.

Il est, dès lors, impératif que les avocats puissent disposer d'un temps raisonnable eu égard aux enjeux du dossier, pour rassembler les éléments favorables à leurs clients.

Le même raisonnement doit être tenu à l'égard de l'avocat qui défendra les intérêts de la victime.

Le texte en projet doit, en conséquence, être fondamentalement repensé sur ce point.

b) La loi en projet doit également être conforme à l'article 6, § 1er combiné avec le § 3, c), de la Convention précitée, qui garantit le droit de se défendre soi-même ou le droit à un avocat.

Si la loi en projet autorise la présence d'un avocat tant lors de la comparution prévue pour la délivrance d'un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate (article 20bis en projet de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive) que lors de la comparution devant la juridiction de fond (article 216quinquies en projet du Code d'instruction criminelle), elle n'est cependant pas suffisamment précise quant au caractère obligatoire de cette présence.

.../...

L'assistance d'un avocat est indispensable dans une procédure accélérée : puisqu'il n'y a pas eu instruction à charge et à décharge, il est nécessaire de faire contre-poids à l'accusation. Les auteurs du projet en sont parfaitement conscients.

Le caractère obligatoire de la présence de l'avocat lors de la comparution en vue de la délivrance du mandat d'arrêt résulte, en effet, clairement de l'article 20bis, § 1er, alinéa 2, en projet, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en ce qu'il dispose que :

"Le président du tribunal ou le juge qu'il délègue, siégeant en chambre du conseil, statue par ordonnance sur les réquisitions du procureur du Roi, après avoir entendu la personne qui lui est présentée **et son conseil**".

En ce qui concerne la procédure relative à la délivrance du mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate, l'article 20bis, § 2, en projet, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive rend applicable à cette procédure l'article 16, § 4, de cette même loi aux termes duquel :

"Le juge d'instruction informe l'inculpé qu'il a le droit de choisir un avocat. Si l'inculpé n'a choisi ou ne choisit aucun avocat, le juge en informe le bâtonnier de l'Ordre ou son délégué. Il est fait mention de cette formalité au procès-verbal d'audition."

La référence à cet article est cependant inadéquate étant donné que dans ce cadre, la désignation de

.../...

l'avocat intervient après la délivrance du mandat d'arrêt, alors que l'intention des auteurs du projet est de prévoir l'assistance d'un avocat avant la délivrance dudit mandat.

Aussi, convient-il d'imposer au procureur du Roi, dès qu'il décide la mise en oeuvre de la comparution immédiate, d'avertir la personne de ce qu'elle peut choisir un avocat et, si celle-ci ne manifeste pas de choix, d'informer sur-le-champ le bâtonnier de l'Ordre afin qu'il puisse désigner à bref délai un avocat en vue d'assurer la défense de la personne. Il sera probablement fait appel aux services de garde mis en place dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne, visés à l'article 508/7 du Code judiciaire.

Quant à la procédure devant le juge de fond, c'est-à-dire lorsque le mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate a été délivré, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte des termes "et l'informe du fait qu'elle a le droit de choisir un avocat" (article 216quinquies, § 1er, alinéa 2, en projet).

En effet, cette information lui aura déjà été faite en vue de sa comparution devant le président du tribunal correctionnel ou devant le juge délégué par lui lorsqu'il s'agira de statuer sur sa mise en détention.

L'inculpé dispose donc d'un avocat à ce stade de la procédure.

Il convient toutefois de prévoir dans le texte que cet avocat soit également informé par le procureur du Roi

.../...

des lieu, jour et heure de l'audience prévue pour le jugement au fond.

c) Par ailleurs, les textes en projet n'envisagent pas l'hypothèse de l'indigence du prévenu. Faut-il se référer au droit commun et notamment à l'article 184bis du Code d'instruction criminelle, lequel exige cependant que la demande d'assistance d'un avocat soit introduite trois jours au moins avant le jour de l'audience ?

Il est clair que ce délai ne pourra être respecté dans le cadre d'une comparution immédiate et qu'il faudra aménager en conséquence les règles existantes.

Eu égard à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme,

"... il ne suffit pas que les autorités compétentes garantissent le droit d'être assisté d'un conseil en procédant à la désignation d'avocats d'office; elles doivent encore, si nécessaire, prendre des mesures positives destinées à garantir la jouissance effective de ce droit." (1).

En son arrêt Artico du 13 mai 1980, la Cour a également énoncé que :

"Le but de la Convention consiste à protéger des droits non pas théoriques ou illusoires, mais concrets et effectifs; la remarque vaut spécialement pour ceux de la défense eu égard au rôle éminent que le droit à un procès équitable, dont ils dérivent, joue dans une société démocratique.".

(1) L. Muller, op. cit., p. 183.

La Cour a encore considéré en son arrêt Goddi (1) que le fait pour une juridiction de nommer séance tenante un avocat pour représenter un prévenu qui n'avait, pas plus que son conseil, été avisé de la date de l'audience ne suffisait pas à garantir le droit effectif de la défense.

En conclusion, il appartient à l'auteur du projet d'aménager les règles prévues pour tenir compte de cette jurisprudence.

d) Dans l'hypothèse où le prévenu serait dans l'impossibilité physique de comparaître, par exemple en cas d'hospitalisation à la prison, il y a lieu de prévoir que le tribunal est tenu de se rendre sur place afin de l'entendre personnellement.

e) La loi en projet doit également être confrontée à l'article 6, § 1er combiné avec le § 3, d), de la Convention, qui consacre le droit de citer et d'interroger des témoins.

Il convient, en effet, de ne pas sous-estimer le rôle des témoins dans le cadre d'une procédure pénale accélérée mise en oeuvre notamment à l'occasion de flagrants délits.

(1) Arrêt du 9 avril 1984 cité par L. Muller, op. cit., p. 183.

Il est fondamental de se demander comment la défense pourra, dans le cadre d'une comparution immédiate, organiser en peu de temps l'audition de témoins à décharge.

Si la Convention européenne laisse aux Etats parties le soin de régler l'admissibilité, la force probante et la charge de la preuve en matière pénale, encore faut-il que ces règles de droit interne soient compatibles avec la notion de procès équitable consacrée à l'article 6.

Dans l'affaire Asch, la Cour a estimé qu'

"Il appartient donc aux juridictions nationales d'apprécier les éléments rassemblés par elles et la pertinence de ceux dont les accusés souhaitent la production. L'article 6, § 3, d), leur laisse le soin de juger de l'utilité d'une offre de preuve par témoins. Il n'exige pas la convocation et l'interrogation de tout témoin à décharge (1)".

La Cour européenne interprète l'article 6, § 3, d), de la Convention comme imposant une complète

(1) Arrêt Asch du 26 avril 1991, par. 25, cité par L. Muller, op. cit., p. 185.

"égalité des armes" (1).

Elle a ainsi jugé que constituait une violation de ce principe le fait de ne pas accorder à l'accusé ou à son conseil, une occasion adéquate et suffisante de contester un témoignage à charge et d'en interroger l'auteur, au moment de la déposition ou plus tard (2).

(1) Arrêt Vidal c. Belgique, Revue de droit pénal et de criminologie, 1993, p. 454.

(2) Arrêt Kostovski du 20 novembre 1989, Revue trimestrielle des droits de l'homme, 1990, observation de Callewaert ("Témoignages anonymes et droits de la défense").

En son arrêt Saïdi du 20 septembre 1993, la Cour a estimé qu'il y avait également une violation de l'article 6, §§ 1er et 3, d), dans la mesure où le requérant avait été condamné dans le cadre d'un trafic de stupéfiants uniquement sur la base de témoignages alors qu'il n'avait pu interroger, ni faire interroger les témoins, ni au stade de l'instruction, ni pendant les débats (1).

Au vu de cette jurisprudence, il est exclu, même dans le cadre d'une procédure pénale accélérée, de condamner une personne sur la base uniquement de témoignages qu'elle n'aura pas eu l'occasion de contredire.

Sous réserve de l'observation formulée ci-avant sous le point a), il convient en tout cas de prévoir un délai minimum dans lequel l'avocat peut, au vu du dossier, prévoir la défense de son client et notamment envisager la convocation de témoins à décharge (2).

(1) Arrêt cité par L. Muller, op. cit., p. 186.

(2) A titre de comparaison, on relèvera qu'un délai de 48 heures était prévu dans le projet de loi du Ministre Wathelet déposé au Parlement en 1993. Ainsi l'article 216sexies, alinéa 4, en projet, disposait :

C. Mise en oeuvre de la loi

L'exposé des motifs indique que :

"Le Gouvernement ne veut pas commettre l'erreur de tant d'initiatives, prises par le passé et par lesquelles le cadre normatif fut adapté, sans être attentif aux conséquences en termes de personnel, de budget et d'organisation. A cet égard, les mesures nécessaires à la mise en oeuvre doivent être prises afin d'éviter que la loi ne reste lettre morte."

Ainsi, l'exposé des motifs prévoit notamment une extension des cadres tant pour les magistrats que pour le personnel des greffes.

Si l'augmentation du cadre des magistrats, des greffiers et du personnel administratif ne devait pas être en place au moment de l'entrée en vigueur de la loi, il en résulterait un engorgement des cours et tribunaux compromettant le respect par la Belgique de l'obligation de rendre la justice dans un délai raisonnable, obligation que lui impose l'article 6, § 1er, alinéa 1er, de la Convention européenne

"Quarante-huit heures au moins avant la comparution devant le tribunal, les lieu, jour et heure de la comparution sont indiqués dans un registre spécial tenu au greffe et notifiés par le greffier au prévenu et à son conseil, par télécopieur ou par lettre recommandée à la poste.". (Doc. Parl., Sénat, sess. 1992-1993, n° 819-1).

.../...

de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le Parlement serait mieux informé sur les effets et sur la portée exacte de la loi si l'exposé des motifs comportait une annexe chiffrant les réels besoins budgétaires qu'engendre le projet et explicitant l'extension des cadres tant pour la magistrature que pour le personnel des greffes et des secrétariats des parquets.

III. Observations particulières

Remarque préliminaire

Vu l'importance des délais, il y a lieu d'indiquer avec précision la manière de les calculer.

La question se pose de savoir s'il sera fait application de l'article 644 du Code d'instruction criminelle, en vertu duquel, si le jour de l'échéance d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, ce jour est reporté au plus prochain jour ouvrable, ou s'il y a lieu de se référer à l'article 21 de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive.

A s'en tenir à l'exposé des motifs, cette procédure accélérée doit être applicable sept jours sur sept.

Le dispositif doit trancher clairement ce point.

.../...

Article 4

Cette disposition insère dans le Code d'instruction criminelle un nouvel article 209bis afin d'aménager, dans une certaine mesure, les règles de l'appel aux spécificités de la comparution immédiate.

L'appel d'un jugement rendu dans le cadre de cette procédure devra être interjeté dans le délai de quinze jours prévu à l'article 203 du Code d'instruction criminelle, mais la chambre spéciale de la Cour d'appel devra statuer sur le recours dans un délai de huit jours à compter de l'inscription au rôle.

La procédure accélérée se prolonge ainsi en degré d'appel.

Il est, dès lors, évident que les observations générales consacrées à la conformité du texte en projet par rapport à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales valent également pour la procédure d'appel.

Le Conseil d'Etat constate, par ailleurs, que l'auteur du texte en projet s'est principalement préoccupé de la mise en place d'une chambre spéciale compétente pour connaître des appels des jugements rendus dans le cadre de la comparution immédiate et du délai dans lequel elle doit statuer.

Le texte n'apporte cependant aucune précision sur le déroulement de la procédure en appel. Or, la juridiction d'appel dispose et doit disposer des mêmes pouvoirs que la

.../...

juridiction du premier degré.

Ainsi, la juridiction d'appel pourra remettre en question l'application de la procédure de comparution immédiate en demandant au parquet un complément d'investigations, à l'instar de ce qui est prévu à l'article 216sexies en projet du Code d'instruction criminelle. Ainsi, elle pourra également faire application de l'article 216septies en projet du même Code et aménager de la sorte la peine en tenant compte de la personnalité du délinquant.

Toute autre solution méconnaîtrait le droit du condamné à un double degré de juridiction, droit expressément garanti en matière pénale par l'article 14, § 5, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 19 décembre 1966.

.../...

Article 5

Article 216sexies en projet

Outre les observations générales déjà formulées à propos de cette disposition, il convient de faire les remarques suivantes :

1. Sur la base de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, telle qu'elle a notamment été modifiée par la loi du 11 juillet 1994, le procureur du Roi peut citer directement le prévenu devant le tribunal correctionnel en requérant une peine correctionnelle compte tenu de l'existence de circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse qu'il doit indiquer.

Cependant, l'article 2, alinéa 3, de la loi précitée, prévoit que la convocation par le ministère public, en raison de circonstances atténuantes, ne peut avoir lieu que dans un certain nombre de cas limités. Il convient que l'auteur du projet indique clairement dans l'exposé des motifs que c'est dans les limites ainsi consacrées par la loi du 4 octobre 1867 que le procureur du Roi pourra mettre en oeuvre la procédure de comparution immédiate devant le tribunal correctionnel, lorsqu'il le saisit d'un crime correctionnalisé.

Par ailleurs, il est important de rappeler qu'en vertu de l'article 3, alinéa 2, de cette même loi, le tribunal correctionnel peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes ou la cause d'excuse.

.../...

2. Le paragraphe 2, alinéa 1er, en projet, manque de clarté. Faut-il, en effet, comprendre que le dossier du parquet sera mis à la disposition du prévenu et de son conseil dès que le procureur du Roi aura mis en oeuvre la procédure de comparution immédiate en sollicitant la délivrance d'un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate ? Quel sera le délai dont disposera alors le prévenu ou son avocat pour consulter ce dossier avant la comparution en vue de la délivrance du mandat d'arrêt précité ?

Le texte doit être très précis sur ces points afin de garantir l'effectivité des droits de la défense.

3. Le même paragraphe 2 dispose que le dossier est mis à la disposition du prévenu et de son conseil. Il convient de prévoir que le dossier doit également être mis à la disposition de la partie civile (1).

(1) Il est rappelé à l'auteur du projet que par un arrêt n° 54/97 du 18 juillet 1997, la Cour d'arbitrage a estimé que "si la partie civile se trouve dans une situation différente de celle de l'inculpé détenu, il ne s'ensuit toutefois pas qu'elle devrait, dans tous les cas, être laissée, tout au long de l'instruction, dans l'ignorance du dossier qui la concerne également. En effet, les personnes qui ont été personnellement lésées par une infraction et qui se sont constituées partie civile peuvent aussi avoir des motifs légitimes de consulter le dossier répressif. Cette consultation peut en outre servir l'intérêt général, dans la mesure où la partie civile peut disposer d'éléments qui

4. La formulation du paragraphe 4, alinéa 1er, en projet, manque de clarté en ce qu'il ne prévoit pas le moment précis à partir duquel commence à courir le délai de cinq jours.

Il convient de remplacer les termes "dans les cinq jours du mandat d'arrêt" par les termes "dans les cinq jours de la notification visée au paragraphe 1er, alinéa 3".

Article 216septies en projet

1. Cette disposition autorise le tribunal correctionnel à se prononcer, dans un premier temps, sur la culpabilité du prévenu et de postposer la fixation de la peine à une audience ultérieure, afin qu'une enquête sociale soit réalisée à propos de la personnalité du délinquant. Cette enquête doit être faite rapidement puisque "l'audience doit avoir lieu dans les sept jours à compter de la décision de suspension".

L'exposé des motifs semble indiquer que la mise en oeuvre de la comparution immédiate devra être accompagnée du développement de "mécanismes de peine alternative sur le plan organisationnel afin de les rendre également applicables dans le cadre de la comparution immédiate".

Interrogés à ce sujet, les délégués du ministre

seraient absents du dossier".

.../...

ont expliqué que la volonté est de recourir à de nouvelles peines alternatives plutôt que de condamner systématiquement à des peines privatives de liberté.

C'est notamment pour cette raison que l'article 216septies en projet du Code d'instruction criminelle laisse au tribunal un délai maximum de sept jours pour déterminer la peine qu'il prononcera sur le vu de l'enquête sociale portant sur la personnalité du délinquant.

En l'état actuel de notre droit, les peines alternatives sont essentiellement prévues dans le cadre de la médiation pénale (article 216ter du Code d'instruction criminelle) et dans la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.

Dans le cadre de la comparution immédiate, seule la loi du 29 juin 1964, précitée, pourra éventuellement être mise en oeuvre, le délinquant pouvant alors faire l'objet d'une suspension ou d'un sursis probatoire l'obligeant soit à accomplir des travaux d'intérêt général soit à suivre une formation déterminée.

A partir du moment où la procédure pénale accélérée concerne de jeunes délinquants, il aurait été souhaitable que cette initiative législative s'accompagne d'une réforme des peines alternatives sans devoir nécessairement mettre en oeuvre la loi du 29 juin 1964, précitée.

Par ailleurs, il est permis de se demander si la victime peut également comparaître et si elle peut intervenir à cette occasion. Pourra-t-elle prendre connaissance de

.../...

l'enquête sociale ?

Le texte en projet doit être plus précis sur ces points.

2. Compte tenu de la rapidité avec laquelle ces enquêtes sociales doivent être menées, il y a lieu également d'évaluer ici les besoins réels en personnel.

3. Enfin, le Conseil d'Etat se demande si le tribunal peut encore revenir sur sa décision de ne pas infliger une peine privative de liberté si l'enquête sociale devait apporter des nouveaux renseignements sur la personnalité du délinquant.

Article 6

Cette disposition insère dans la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive un article 20bis, afin d'y consacrer le "mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate". Elle appelle les observations suivantes :

1. Alors que la loi du 20 juillet 1990, précitée, a renforcé le caractère exceptionnel de la détention préventive, a accru les pouvoirs du juge d'instruction et a consolidé les droits de la défense, la loi en projet consacre une nouvelle forme de détention provisoire et confie le régime de celle-ci, non pas au juge d'instruction en tant que tel, mais bien au président du tribunal correc-

.../...

tionnel ou au juge qu'il aura délégué à cet effet parmi les membres de son tribunal.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison la loi en projet n'a pas confié la délivrance de ce nouveau mandat d'arrêt à l'appréciation des juges d'instruction compte tenu de leur expérience en la matière (1).

2. En outre, il résulte de l'article 16, § 1er, de la loi du 20 juillet 1990, précitée, que la détention préventive revêt un caractère exceptionnel. Elle ne peut, en effet, être ordonnée qu'"en cas d'absolue nécessité pour la sécurité publique" (article 16, § 1er, alinéa 1er) et "s'il existe de sérieuses raisons de craindre que l'inculpé, s'il était laissé en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers" (article 16, § 1er, alinéa 3).

La loi en projet rend l'article 16 de la loi du 20 juillet 1990, précitée, applicable à la procédure accélérée. Le Conseil d'Etat tient, dès lors, à souligner que la mise en oeuvre de la procédure accélérée ne peut

(1) Si l'exposé des motifs exclut la participation des juges d'instruction de la procédure de comparution immédiate, les dispositions en projet ne consacrent pas une telle restriction. Il revient, dès lors, à l'auteur du projet de prendre clairement attitude sur ce point.

conduire à une dénaturation de ces conditions essentielles mises à la privation de liberté.

3. Par ailleurs, il convient que l'auteur du projet s'explique sur la mise en oeuvre de la comparution immédiate alors que sur la base de l'article 59 du Code d'instruction criminelle, dans les cas de flagrants délits ou réputés tels, le juge d'instruction peut se saisir des faits et poser directement des actes relevant de la compétence du procureur du Roi.

Le procureur du Roi, une fois informé, pourra-t-il encore décider de la mise en oeuvre de la comparution immédiate alors que le juge d'instruction aurait déjà posé plusieurs actes d'instruction et procédé à l'interrogatoire du prévenu en vue de la délivrance d'un mandat d'arrêt.

Que se passera-t-il également si, dans l'hypothèse d'un flagrant délit, la victime se constitue partie civile entre les mains du juge d'instruction ?

4. L'article 20bis, § 2, en projet, rend applicable au mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate le chapitre III du titre premier de la loi du 20 juillet 1990, précitée, à l'exception cependant de l'article 18, § 1er, alinéas 1er et 2, ainsi que les dispositions du chapitre X.

La sécurité juridique exige cependant que la loi en projet insère clairement dans la loi du 20 juillet 1990, précitée, les dispositions qui régiront la délivrance du mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate.

.../...

Une application *mutatis mutandis* des règles existantes au régime spécifique de la comparution immédiate n'apporte pas de garanties suffisantes quant à l'interprétation des textes, ce qui est inadmissible dans une matière touchant directement à la liberté individuelle.

Ainsi, comme l'ont indiqué les délégués du ministre, la présence de l'avocat tout au long de la procédure de comparution immédiate est essentielle.

Or, l'article 16 de la loi du 20 juillet 1990, précitée, n'organise pas un débat contradictoire lorsque le juge d'instruction décide de délivrer le mandat d'arrêt.

L'article 20bis, § 1er, en projet, prévoit, quant à lui, que le conseil du prévenu est entendu par le président du tribunal correctionnel ou par le juge qu'il aura délégué à cet effet.

Cette disposition ne précise cependant pas à quel moment l'avocat aura accès au dossier constitué par le procureur du Roi.

Découvrira-t-il à l'audience les réquisitions du procureur du Roi ?

Qu'en sera-t-il à ce stade de la procédure de l'effectivité des droits de la défense ?

Par ailleurs, lorsque l'article 16, § 2, de la loi

.../...

du 20 juillet 1990, précitée, prévoit une audition du prévenu par le juge d'instruction avant la délivrance du mandat d'arrêt, cette audition sera-t-elle menée dans le cas d'espèce par le président du tribunal correctionnel, ou par le juge délégué, ou encore par le procureur du Roi ?

Il est également surprenant de voir le projet exclure l'application de l'article 18, § 1er, alinéa 1er, de la même loi, alors que cette disposition consacre la garantie constitutionnelle impliquant que nul ne peut être privé de sa liberté sans un mandat d'arrêt délivré par un juge dans un délai de 24 heures. Il va de soi que cette garantie constitutionnelle doit être formellement sauvegardée.

Un problème d'interprétation peut encore intervenir au sujet de l'article 20 de la même loi dans la mesure où il dispose qu'"immédiatement après la première audition, l'inculpé peut communiquer librement avec son avocat".

De quelle audition s'agira-t-il dans le cas d'espèce ?

Enfin, l'économie du texte en projet étant de maintenir le délinquant en détention jusqu'au prononcé du jugement sur sa culpabilité, il paraît incohérent de rendre applicables les dispositions du chapitre X de la loi du 20 juillet 1990 au régime spécifique de la comparution immédiate.

.../...

Article 7

Cette disposition modifie l'article 33, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 20 juillet 1990, précitée, afin que la personne reconnue coupable sur la base de l'article 216septies en projet du Code d'instruction criminelle, puisse être remise en liberté jusqu'à la prochaine audience (dans les sept jours au maximum) au cours de laquelle le juge se prononcera sur la peine alternative.

Comme il a déjà été dit sous l'article 6 du projet, cette modification ponctuelle de la loi du 20 juillet 1990, précitée, doit être intégrée dans un nouveau chapitre de cette loi qui régirait le mandat en vue de comparution immédiate.

IV. Observations finales de légistique

Article 8

L'article 76 du Code judiciaire n'est divisé qu'en deux alinéas. La phrase liminaire s'écrira dès lors comme suit :

"L'article 76 du Code judiciaire est complété par l'alinéa suivant :".

Par ailleurs, dans le texte en projet, on remplacera les mots "division du tribunal correctionnel" par les mots "section du tribunal correctionnel", de manière à utiliser la terminologie du Code judiciaire.

.../...

Article 9

La phrase liminaire s'écrit comme suit :

"A l'article 92, § 1er, du même Code, modifié par la loi du 3 août 1992, il est inséré un 4° bis, rédigé comme suit :".

Article 10

La phrase liminaire s'écrit comme suit :

"A l'article 101 du même Code, modifié par les lois des 19 juillet 1985 et 9 juillet 1997, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :".

I. Voorafgaande opmerkingen over de adviesaanvraag bij de Raad van State

1. In de brief waarin de Raad van State om advies wordt verzocht, drukt de Minister van Justitie de wens uit het advies binnen korte tijd te mogen ontvangen, maar eist hij niet dat het wordt verstrekt binnen de bijzonder korte termijnen gesteld in artikel 84, eerste lid, 1° of 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

In die brief staat dat de Regering de ontworpen wet uiterlijk op 1 januari 2000 van kracht wil laten worden, omdat ze het nuttig acht dat de nieuwe procedure tijdens de periode van het voetbaltornooi, "Euro 2000" genaamd, normaal kan functioneren.

Om het ontwerp vanuit alle nodige gezichtspunten te bestuderen, had de Raad van State zoveel tijd nodig gehad dat het vooropgestelde tijdschema van de Regering in het gedrang zou zijn gekomen.

Om een funest geachte vertraging te voorkomen, heeft de afdeling wetgeving dus besloten alleen de belangrijkste punten te onderzoeken; vele andere, nochtans ernstige en netelige kwesties zijn dus niet onderzocht.

Er mag dus geen betekenis worden gehecht aan het feit dat deze of gene moeilijkheid van het ontwerp onbesproken blijft. De betekenis van dit advies zou worden verdraaid, als uit dat stilzwijgen gelijk welke impliciete mening over gelijk welk punt zou worden afgeleid.

.../...

2. De invoering van deze nieuwe strafprocedure vereist in hoge mate een echte samenwerking van de actoren van de justitie, inzonderheid om de rechten van verdediging van de beklaagde en van het slachtoffer te beschermen.

Op dat punt wordt in de memorie van toelichting de nadruk gelegd op, enerzijds :

"het organiseren van permanenties in de gerechtsgebouwen, niet enkel op het niveau van de magistratuur (parket en zetel, griffies), maar eveneens op het niveau van de advocatuur, ten einde een effectieve rechtsbijstand van zowel beklaagden als slachtoffers te kunnen garanderen in het kader van een procedure die 7 dagen op 7 moet kunnen worden toegepast"

en anderzijds op de noodzaak om het nodige personeel en de nodige budgettaire middelen ter beschikking te stellen zodat de correctionele rechtbanken niet nóg meer overbelast worden. Zo is het de bedoeling zowel binnen die rechtbanken als op het niveau van hoger beroep, gespecialiseerde kamers op te richten die de dossiers voor onmiddellijke verschijning moeten onderzoeken.

Op de vraag of het advies van de representatieve organen van zowel de advocaten als de magistraten is ingewonnen, hebben de gemachtigden van de minister de Raad van State meegedeeld dat er contacten zijn gelegd om de adviezen van die organen in te winnen en dat die raadplegingen thans aan de gang zijn.

.../...

Hoewel die raadplegingen niet verplicht zijn, wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State altijd betrekking moet hebben op een definitieve tekst die al door andere adviesorganen is onderzocht.

Als blijkt dat de ontworpen tekst moet worden gewijzigd zodat aan de aldus uitgebrachte adviezen wordt tegemoetgekomen, moet een nieuwe adviesaanvraag bij de Raad van State worden ingediend.

II. Algemene opmerkingen

A. Werkingssfeer van de ontworpen wet

1. Hoewel uit de memorie van toelichting blijkt dat de procedure van onmiddellijke verschijning hoofdzakelijk in het kader van de "kleine criminaliteit" of in "gevallen van eenvoudige stadscriminaliteit" wordt ingevoerd, valt evenwel op te merken dat het ontworpen artikel 216quinquies van het Wetboek van Strafvordering veel ruimer gesteld is.

In dat ontworpen artikel staat dat die procedure kan worden ingesteld als "het feit wordt gestraft met een hoofdgevangenisstraf van een jaar of met een zwaardere straf" en als "er sprake is van heterdaad" of als "er voldoende bezwaren aanwezig lijken te zijn om de zaak aan de feitenrechter voor te leggen".

In het ontworpen artikel 216quinquies, § 1, wordt

.../...

aldus de werkingssfeer van de procedure van onmiddellijke verschijning afgebakend aan de hand van criteria die, naast het criterium van de zwaarwichtigheid van het strafbaar feit, verband houden met de omstandigheid dat er sprake is van heterdaad, of dat de door het parket verzamelde bezwaren voldoende lijken.

Geen enkel van die criteria, noch overigens de combinatie ervan, geeft, al was het maar op louter benaderende wijze, de in de memorie van toelichting vermelde bedoeling van de stellers van het ontwerp weer, namelijk de versnelde rechtspleging beperken tot bepaalde soorten van strafbare feiten die in zekere zin door sociologische criteria worden bepaald : strafbare feiten die onder "kleine criminaliteit" of "stadscriminaliteit" worden gegroepeerd.

Dat verschil tussen enerzijds de bedoelingen van de stellers van het ontwerp en anderzijds de tekst zelf doet vermoeden dat degenen die belast zijn met het strafbeleid zullen moeten beslissen welke strafbare feiten die volgens de tekst via de snelle procedure kunnen worden behandeld, werkelijk aan die procedure moeten worden onderworpen.

Zo zal de echte werkingssfeer van de ontworpen wet uiteindelijk door het college van procureurs-generaal en de Minister van Justitie worden afgebakend.

Weliswaar lijkt de letter van artikel 12 van de Grondwet te worden nageleefd, maar dat ook de strekking van het erin neergelegde beginsel in acht wordt genomen, is minder zeker. Die strekking bestaat er uiteraard in dat de wetgevende macht als enige bevoegd is om de strafregels te

.../...

bepalen en dat het Parlement de exclusieve bevoegdheid heeft om de strafbare feiten, de straffen en de vervolgingsprocedures vast te stellen.

Bijgevolg staat het aan het Parlement de noodzakelijke onderscheidingscriteria vast te stellen om op zijn minst de krachtlijnen te bepalen van de criteria die het mogelijk maken om verschillende categorieën van strafbare feiten op grond van hun wezenlijk kenmerk samen te brengen zodat ze via een snelprocedure kunnen worden behandeld zonder dat de individuele vrijheid in het gedrang komt.

Het is dus strikt noodzakelijk de tekst van het ontworpen artikel 216quinquies, § 1, eerste lid, te herzien zodat hij in overeenstemming wordt gebracht met artikel 12 van de Grondwet.

2. Los van de afbakening van de toepassingsfeer van de wet rijst de vraag over welke termijn het parket beschikt - als er geen sprake is van heterdaad - om aan te tonen dat er "voldoende bezwaren" aanwezig zijn opdat de versnelde procedure kan worden ingesteld.

Op de vraag of de procedure van onmiddellijke verschijning kan worden ingesteld naar aanleiding van een opsporingsonderzoek dat enkele maanden heeft geduurd, namelijk lang genoeg om aan te tonen dat er "voldoende bezwaren" zijn, hebben de gemachtigden van de minister neen geantwoord, aangezien zulks een bewijs zou zijn van het feit dat de zaak op zich niet eenvoudig is. Zij zijn van mening dat de procureur des Konings binnen een maximumtermijn van

.../...

één maand de bewijzen moet kunnen verkrijgen.

Het is onaanvaardbaar dat de wet geen duidelijk antwoord op zulke fundamentele vragen biedt.

3. Zulke verduidelijkingen zijn des te noodzakelijker, daar deze versnelde strafprocedure belangrijke gevolgen voor de individuele vrijheid en de rechten van verdediging heeft.

Op basis van de ervaring die Frankrijk met de procedure van onmiddellijke verschijning heeft, pleiten de meeste rechtscommentatoren in dat land (1) voor een uitbreiding van de lijst van strafbare feiten die niet via die snelprocedure mogen worden afgehandeld of zijn er voorstander van dat de wetgever bepaalt op welke categorieën van strafbare feiten die procedure kan worden toegepast.

Inzonderheid is het in bepaalde strafzaken soms zeer moeilijk te bepalen of het om een "eenvoudige" zaak gaat. Sommigen willen dan ook dat de werkingssfeer van die procedure nauwkeuriger wordt afgebakend en wordt beperkt tot de gevallen waarin de schuld van de vervolgte buiten kijf staat.

Betrapping op heterdaad zou moeten worden beperkt tot het geval waarbij het individu wordt betrapd terwijl hij

(1) (2) D. Mayer, "Playdoyer pour une redéfinition du flagrant délit", Rec. Dalloz, 1980, Chronique, blz. 102.

het strafbaar feit pleegt.

"En conséquence - schrijft D. Mayer (2) - les délits réputés flagrants, d'une part, et ceux dont on a relevé les traces alors qu'ils venaient de se commettre, d'autre part, ne devraient pas autoriser la mise en oeuvre de la procédure rapide, car ils apportent seulement des indices de culpabilité, mais pas de certitude ...".

4. Bij het ontwerp behoren tevens opmerkingen te worden gemaakt voor zover het slaat op strafbare feiten gepleegd tijdens massa-evenementen.

D. Mayer merkt in dat verband het volgende op :

"A ces exclusions de droit positif, il conviendrait, de lege ferenda, d'ajouter une autre sorte d'infractions : celles qui se commettent en groupe à l'occasion de manifestations ou de cortèges. En effet, la présence d'une foule remuante contribue à rendre beaucoup plus délicate la constatation des infractions et surtout l'identification de leurs auteurs. A l'intérieur d'un groupe dense et agité, l'individualisation des responsables des actions délictueuses est si difficile que même les constatations opérées sur le fait ne permettent pas d'apporter de façon certaine la preuve de la culpabilité de tel ou tel individu. Par nature, ce genre d'infractions échappe à toute preuve immédiate et certaine; or, seule celle-ci rend admissible l'emploi d'une procédure expéditive. On doit donc reconnaître que cette dernière est naturellement inadaptée aux infractions commises lors de manifestations." (1)

Deze opmerkingen lijken fundamenteel en kunnen naar het voorliggende ontwerp worden getransponeerd. De Raad

(1) D. Mayer, op. cit., blz. 102.

van State dringt er bijgevolg op aan dat de werkingssfeer van de procedure van onmiddellijke verschijning zeer nauwgezet wordt bepaald, inzonderheid wanneer strafbare feiten worden gepleegd tijdens diverse evenementen.

De bedoeling van de Regering is op dat vlak echter onduidelijk. In de aan de Raad van State gerichte adviesaanvraag wordt het verzoek om spoedbehandeling van het ontwerp immers gewettigd door de noodzaak om de procedure van onmiddellijke verschijning operationeel te maken tegen "Euro 2000". Daaruit kan worden afgeleid dat personen die zich tijdens die sportevenementen schuldig zullen hebben gemaakt aan voetbalvandalisme volgens een versnelde strafrechtelijke procedure voor de rechter kunnen worden gebracht.

De memorie van toelichting daarentegen sluit uit dat diezelfde procedure zou worden gehanteerd in geval van "sociale onlusten", maar laat na dat begrip concreet te omschrijven.

Het is de Raad van State eigenlijk niet duidelijk welke objectieve reden een verschillende behandeling kan wettigen van die twee soorten massa-evenementen. In de beide gevallen zal het moeilijk zijn te achterhalen wie juist verantwoordelijk is voor de strafbare feiten en de schuld van die verantwoordelijken aan te tonen.

Met betrekking tot het voetbalvandalisme vraagt de Raad van State zich bovendien af in hoeverre de procedure van onmiddellijke verschijning verenigbaar is met de bepalingen van de wet van 21 december 1998 betreffende de

.../...

veiligheid bij voetbalwedstrijden.

Titel III van deze wet bestraft sommige gedragingen immers met administratieve geldboetes die zeer zwaar kunnen zijn.

Artikel 23 van deze wet bepaalt onder meer dat een administratieve geldboete kan worden opgelegd aan diegene of diegenen die, door hun gedrag tijdens een wedstrijd, hebben aangezet tot het toebrengen van slagen en verwondingen aan, of tot haat of woede ten opzichte van één of meer personen die zich in het stadion bevinden.

De vraag rijst in welk welbepaald geval de overheid de bepalingen van de wet van 21 december 1998 zal toepassen in plaats van gebruik te maken van de procedure van onmiddellijke verschijning onder hechtenis.

Met andere woorden, op grond van welke objectieve criteria kan een bepaald gedrag de ene keer voor de rechter worden gebracht volgens een versnelde strafrechtelijke procedure, en de andere keer bestraft worden met administratieve geldboetes ?

De steller van het ontwerp moet dat verschil op objectieve wijze kunnen wettigen, aangezien de delinquent in het ene geval van zijn vrijheid wordt beroofd en voor de strafrechter moet verschijnen, terwijl, in het andere geval, de straf voornamelijk een weerslag zal hebben op het vermogen van de betrokkene.

Hoe zit het bovendien wanneer de persoon in

.../...

kwestie eerst een administratieve geldboete heeft gekregen en de procureur des Konings vervolgens beslist tot een onmiddellijke verschijning onder hechtenis ?

Artikel 34 van de genoemde wet van 21 december 1998 slaat enkel op het geval waarin de overtreder zijn woonplaats noch zijn hoofdverblijfplaats in België heeft en onmiddellijk een bedrag van tienduizend frank moet betalen aan de Belgische overheid wegens strafbaar gedrag.

Indien de procureur des Konings evenwel beslist de artikelen 216bis of 216ter van het Wetboek van Strafvordering toe te passen of strafvervolgning in te stellen, zal het bedrag van tienduizend frank ofwel in mindering worden gebracht van het bedrag dat wordt vastgesteld door het openbaar ministerie, ofwel afgetrokken worden van de gerechtskosten die aan de Staat moeten worden betaald en van de geldboete die wordt opgelegd, waarbij het eventuele overschot wordt terugbetaald.

In geval van vrijspraak wordt het betrokken bedrag terugbetaald.

De genoemde wet van 21 december 1998 moet bijgevolg worden aangepast om rekening te houden met het ontworpen artikel 216quinquies van het Wetboek van Strafvordering.

B. Verenigbaarheid met het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden

.../...

De ontworpen wet doet ook enkele vraagtekens rijzen met betrekking tot de verenigbaarheid ervan met het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Artikel 6 van het Verdrag bepaalt namelijk het volgende :

- "1- (...) eenieder (heeft) recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijke en onpartijdige rechterlijke instantie welke bij de wet is ingesteld ...
- 2- Eenieder die wegens een strafbaar feit wordt vervolgd, wordt voor onschuldig gehouden totdat zijn schuld volgens de wet bewezen wordt.
- 3- Eenieder, die wegens een strafbaar feit wordt vervolgd, heeft ten minste de volgende rechten :
 - a) onverwijld, in een taal welke hij verstaat, en in bijzonderheden, op de hoogte te worden gesteld van de aard en de reden van de tegen hem ingebrachte beschuldigingen;
 - b) te beschikken over voldoende tijd en faciliteiten welke nodig zijn voor de voorbereiding van zijn verdediging;
 - c) zichzelf te verdedigen of de bijstand te hebben van een raadsman naar zijn keuze, of, indien hij niet over voldoende middelen beschikt om een raadsman te bekostigen, kosteloos door een toegevoegd advocaat te kunnen worden bijgestaan, indien het belang van de rechtspraak dit eist;
 - d) de getuigen à charge te ondervragen of doen ondervragen en het oproepen en de ondervraging van getuigen à décharge te doen geschieden op dezelfde voorwaarden als het geval is met de getuigen à charge;

.../...

- e) zich kosteloos te doen bijstaan door een tolk, indien hij de taal welke ter zitting wordt gebezigd niet verstaat of niet spreekt."

De in de ontworpen wet vastgelegde procedure zal onder meer tot gevolg hebben dat iemand binnen vijf dagen na de afgifte van een bevel tot aanhouding met het oog op zijn onmiddellijke verschijning, veroordeeld kan worden.

Het ontworpen artikel 216quinquies, § 4, van het Wetboek van Strafvordering bepaalt immers het volgende :

"De verschijning voor de rechtbank geschiedt binnen vijf dagen te rekenen van het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning.

De rechtbank doet uitspraak op de zitting, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 216septies.

Tegen de beslissing kan geen verzet gedaan worden."

In de ontworpen bepaling wordt de termijn van vijf dagen op generlei wijze nader bepaald. Dat betekent dat de beklaagde, zodra het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning is afgegeven, om het even wanneer voor de bodemrechter kan worden gebracht, binnen een uur, de volgende dag ... zolang het maar binnen de termijn van vijf dagen geschiedt.

Die zeer korte termijn kan zowel de rechten van de beklaagde als die van het slachtoffer ernstig in het gedrang brengen.

Voor zover de Raad van State bekend is, heeft het Europees Hof voor de rechten van de mens zich nog nooit

.../...

hoeven uit te spreken in een zaak waarbij de wettigheid van een versnelde strafrechtelijke procedure ter discussie wordt gesteld.

a) Op grond van de jurisprudentie van het Hof kunnen evenwel een aantal beginselen naar voren worden geschoven, onder meer met betrekking tot het recht om over de vereiste tijd en mogelijkheden te beschikken om zijn verdediging voor te bereiden.

Het Hof gaat meestal concreet na in welke omstandigheden, onder meer inzake tijd, de beschuldigde zijn verdediging heeft kunnen voorbereiden, rekening houdend met de betrokken zaak en met het stadium van de procedure.

In het veroordelingsarrest over de zaak Hadjianastassiou (1) dat door de voorzitter van het Militair Hof van beroep werd voorgelezen, werd geen gewag gemaakt van de vragen die in het proces-verbaal van de terechtzitting opgenomen waren. Verzoeker kon de precieze tekst van die vragen pas de dag na de uitspraak krijgen, doordat de griffier hem te kennen had gegeven dat er gewacht moest worden tot de "overschrijving" van het arrest.

In het cassatieberoep, dat hij binnen een termijn van vijf dagen had ingesteld, kon de betrokkene alleen steunen op wat hij tijdens de debatten gehoord of begrepen

(1) Arrest van 16 december 1992, geciteerd door L. Muller, "La mise en oeuvre de la Convention en procédure pénale", in "La mise en oeuvre interne de la Convention européenne des Droits de l'Homme", Journée d'études, donderdag 20 januari 1994, Editions du Jeune Barreau de Bruxelles, 1994, blz. 180-181.

had. Toen hij het proces-verbaal van de terechtzitting ontving, had hij, wegens te laat komend, niet meer het recht uit te leggen waarom hij zich in cassatie voorzien had.

In zijn arrest heeft het hof geoordeeld dat verzoeker niet over voldoende tijd en faciliteiten had beschikt welke nodig waren voor de voorbereiding van zijn verdediging.

In de zaak Kremzow tegen Oostenrijk (1) heeft het hof daarentegen geoordeeld dat er voor verzoeker genoeg tijd overbleef om zijn wederantwoord op te stellen, doordat de beschuldigde drie weken vóór de rechtsdag in kennis gesteld werd van de opmerkingen ("schets") van de procureur-generaal van het Hooggerechtshof van Oostenrijk.

(1) Arrest van 21 september 1993, geciteerd door R. Ergec en A. Schaus, "La Cour européenne des Droits de l'Homme - Examen de jurisprudence 1990-1994", R.C.J.B., 1995, blz. 392.

Er dient in het bijzonder aandacht te worden geschonken aan het op 9 juni 1998 in zake Twalib tegen Griekenland (1) gewezen arrest.

In dat geval ging het om een Tanzaniaans onderdaan, die in Griekenland gearresteerd werd en in het bezit was van een vals paspoort. Hij werd ervan verdacht met andere personen deel te hebben genomen aan een handel in verdovende middelen.

Op 16 juli 1991 werd hij door het Hof van beroep van Athene, zitting houdend in eerste aanleg, schuldig verklaard aan invoer en vervoer van verdovende middelen, alsmede aan gebruik van valse stukken. Het hof veroordeelde hem tot levenslange opsluiting en tot een geldboete van zes miljoen drachmen voor de inbreuken op de wetgeving betreffende de verdovende middelen, alsmede tot acht maanden gevangenisstraf wegens het gebruik van valse stukken.

Tijdens die procedure in eerste aanleg bood de advocaat van de Tanzaniaanse onderdaan zich niet aan de balie aan, en verzocht het hof de advocaat van een van de andere medebeschuldigten eveneens de verdediging van de heer Twalib op zich te nemen.

Uit het proces-verbaal van de terechtzitting blijkt dat die advocaat aanvaardde die verdediging op zich te nemen en dat hij over "een klein uurtje" beschikte om het dossier van de heer Twalib in te zien, omdat hij geacht werd

(1) Europees Hof voor de rechten van de mens, arrest Twalib tegen Griekenland van 9 juni 1998, Rec. des arrêts et décisions, 1998, IV, blz. 1416 e.v.

de toedracht van de zaak reeds te kennen.

Toen de heer Twalib beroep instelde tegen zijn veroordeling, werd zijn verdediging verzorgd door een andere advocaat, die de in eerste aanleg gevolgde procedure niet aanvocht.

De Europese Commissie voor de Rechten van de Mens oordeelde dat er geen schending was van artikel 6, leden 1 en 3, b), van het Verdrag, doordat tijdens de procedure in hoger beroep het recht op een eerlijk proces gevrijwaard werd.

Het oordeel van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens over dat geval was genuanceerder :

"La Cour observe que, vu l'absence de l'avocat du requérant à l'audience, la juridiction de première instance a désigné, pour défendre M. Twalib, l'avocat de l'un des coaccusés.

En dépit de la gravité de l'infraction dont le requérant était accusé et de la complexité de l'affaire, l'avocat n'a disposé que d'un temps très court pour compulsier le dossier et préparer la défense de l'intéressé.

Compte tenu de l'argument de M. Twalib selon lequel il y avait conflit d'intérêts entre son coaccusé et lui, on ne peut guère invoquer, pour défendre la brièveté de cette phase de préparation, l'argument que l'avocat était, en tant que représentant du coïnculpé, très au fait du dossier.

Il a dès lors existé, quant à l'équité de la procédure en première instance, des carences graves qui ont pu nuire à la situation du requérant."

Ondanks die vaststelling zou het hof evenwel

.../...

besluiten dat er geen schending was van artikel 6, lid 1, juncto lid 3, b), van het voormelde verdrag, om reden dat de heer Twalib in beroep de in die bepaling vastgelegde garanties genoot. Zijn raadsman heeft overigens in beroep geen middelen aangevoerd die leidden tot de onrechtmatigheid van het in eerste aanleg gewezen vonnis.

Het is evenwel leerzaam kennis te nemen van de uiteenlopende meningen die naar aanleiding van dat arrest door drie (van de zes) rechters van het hof geuit zijn.

Die magistraten kunnen de redenering van het hof niet volgen, wanneer het besluit dat er geen schending is van artikel 6, lid 1, juncto lid 3, b).

Ze betwisten inzonderheid het argument dat de procedure in hoger beroep de onregelmatigheden van de procedure in eerste aanleg heeft weggewerkt.

Ze laten zich hierover als volgt uit :

"Mais comment ces défauts ont-ils été corrigés si la Cour d'appel n'en était pas avertie et n'en a pas traité ? Si, en droit interne, un accusé a droit à une audience devant un tribunal indépendant et impartial doté de la plénitude de juridiction à deux degrés au moins, il a droit à deux procédures répondant aux conditions de l'équité. Si la procédure de première instance ne répondait pas à ces conditions, cette carence ne saurait trouver remède du simple fait que la procédure a été équitable en appel car cela viderait de son objet la question de l'équité de la procédure de première instance."

Uit die arresten kan worden onthouden dat het Europees Hof voor de Rechten van de Mens de aangevoerde

.../...

schendingen geval per geval onderzoekt en hierbij vooral rekening houdt met de moeilijkheidsgraad van de zaak, zodat, al kunnen in bepaalde omstandigheden drie weken volstaan om een verdediging voor te bereiden, in andere omstandigheden vijf dagen wellicht ontoereikend zijn.

Zoals de ontworpen tekst thans geredigeerd is, biedt hij evenwel onvoldoende garanties ten aanzien van de vraag of de tijd die noodzakelijk is voor de voorbereiding van een verdediging werkzaam is.

Die aanpassing van de termijn van vijf dagen is des te belangrijker daar het dossier op basis waarvan de beklaagde zal worden beoordeeld, aangelegd zal zijn door de procureur des Konings die, gezien de tijd die hem zal toegemeten zijn, zich meer zal bezighouden met het verzamelen van bewijzen van een ontdekking op heterdaad of met het bijeenbrengen van toereikende bewijzen. De advocaat van de beklaagde zal in ruil hiervoor op zijn beurt de gegevens à décharge moeten verzamelen om het evenwicht in die versnelde procedure enigszins te herstellen.

Gelet op hetgeen in het dossier op het spel staat, is het dan ook absoluut noodzakelijk dat de advocaten zouden kunnen beschikken over een redelijke termijn om de gegevens die voor hun cliënten gunstig zijn, te kunnen verzamelen.

Dezelfde redenering dient te worden gevolgd ten aanzien van de advocaat die de belangen van het slachtoffer verdedigt.

De ontworpen tekst dient op dit punt bijgevolg

.../...

grondig te worden herwerkt.

b) De ontworpen wet dient voorts in overeenstemming te zijn met artikel 6, lid 1, juncto lid 3, c), van het voormelde Verdrag, waarbij het recht om zichzelf te verdedigen en het recht op een advocaat wordt gewaarborgd.

Hoewel bij de ontworpen wet wordt toegestaan dat een advocaat aanwezig is zowel bij de verschijning die gepland is voor de afgifte van een bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning (ontworpen artikel 20bis van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis) als bij de verschijning voor het bodemgerecht (ontworpen artikel 216quinquies van het Wetboek van Strafvordering), is die wet echter niet precies genoeg in verband met de omstandigheid dat die aanwezigheid verplicht is.

In een versnelde procedure is de bijstand van een advocaat onontbeerlijk : aangezien er geen onderzoek à charge en à décharge heeft plaatsgehad, behoort te worden voorzien in een tegenwicht voor de beschuldiging. De stellers van het ontwerp zijn zich daar terdege van bewust.

Dat de aanwezigheid van de advocaat verplicht is bij de verschijning met het oog op de afgifte van een bevel tot aanhouding vloeit immers duidelijk voort uit het ontworpen artikel 20bis, § 1, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis doordat dit lid als volgt gesteld is :

"De voorzitter van de rechtbank of de rechter die hij aanwijst, zitting houdend in raadkamer, beslist bij beschikking over de vorderingen van de procureur des

.../...

Konings, na de betrokkene die voor hem wordt geleid, evenals zijn raadsman, gehoord te hebben.".

Op de procedure betreffende de afgifte van het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning wordt door het ontworpen artikel 20bis, § 2, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis artikel 16, § 4, van diezelfde wet van toepassing gemaakt, welke paragraaf als volgt luidt :

"§ 4. De onderzoeksrechter deelt de verdachte mede dat hij het recht heeft een advocaat te kiezen. Indien de verdachte geen advocaat gekozen heeft of kiest, verwtigt de rechter de stafhouder van de Orde of diens gemachtigde. Van die formaliteit wordt melding gemaakt in het proces-verbaal van verhoor.".

De verwijzing naar dat artikel is echter niet dienstig, aangezien de aanwijzing van de advocaat in dat kader plaatsvindt na de afgifte van het bevel tot aanhouding, terwijl de bedoeling van de stellers van het ontwerp erin bestaat de advocaat bijstand te laten verlenen eer het voormelde bevel is afgegeven.

Bijgevolg dient te worden bepaald dat de procureur des Konings, zodra hij beslist om gebruik te maken van de procedure van onmiddellijke verschijning, de persoon in kwestie ervan op de hoogte brengt dat hij een advocaat kan kiezen en, zo deze geen keuze te kennen geeft, daarvan onmiddellijk kennis geeft aan de stafhouder van de Orde opdat deze in een kort tijdsbestek een advocaat aanwijst om de verdediging van die persoon op zich te nemen. Waarschijnlijk zal daarbij een beroep worden gedaan op de wacht-diensten opgericht in het kader van de juridische tweedelijns-hulp, bedoeld in artikel 508/7 van het Gerechtelijk

.../...

Wetboek.

Wat betreft de procedure voor de bodemrechter, dat wil zeggen wanneer het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning is afgegeven, is het de Raad van State niet duidelijk wat juist wordt bedoeld met de woorden "en deelt hem mee dat hij het recht heeft een advocaat te kiezen" (ontworpen artikel 216quinquies, § 1, tweede lid).

Die inlichting is hem immers reeds verstrekt met het oog op zijn verschijning voor de voorzitter van de correctionele rechtbank of voor de rechter die deze aanwijst om uitspraak te doen over zijn hechtenis.

In dat stadium van de procedure wordt de verdachte dus reeds door een advocaat bijgestaan.

In de tekst dient echter te worden bepaald dat ook die advocaat door de procureur des Konings moet worden ingelicht over de plaats, de dag en het uur van de terechtzitting voor het bodemgerecht.

c) Voorts wordt in de ontworpen teksten geen rekening gehouden met de mogelijkheid dat de beklaagde behoeftig is. Behoort te worden gesteund op het gemeen recht en inzonderheid op artikel 184bis van het Wetboek van Strafvordering, welk artikel echter vereist dat het verzoek om bijstand door een advocaat ten minste drie dagen voor de dag van de terechtzitting wordt ingediend ?

Die termijn zal uiteraard niet kunnen worden nageleefd in het kader van een procedure van onmiddellijke

.../...

verschijning en de bestaande regels zullen dan ook dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

Gelet op de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens,

"... il ne suffit pas que les autorités compétentes garantissent le droit d'être assisté d'un conseil en procédant à la désignation d'avocats d'office; elles doivent encore, si nécessaire, prendre des mesures positives destinées à garantir la jouissance effective de ce droit." (1).

In zijn arrest Artico van 13 mei 1980 heeft het Hof voorts het volgende gesteld :

"Le but de la Convention consiste à protéger des droits non pas théoriques ou illusoires, mais concrets et effectifs; la remarque vaut spécialement pour ceux de la défense eu égard au rôle éminent que le droit à un procès équitable, dont ils dérivent, joue dans une société démocratique.".

Daarnaast heeft het Hof in zijn arrest Goddi (2) geoordeeld dat het feit dat een rechtscollege tijdens de terechtzitting een advocaat had aangewezen om een beklaagde te vertegenwoordigen die, evenmin als zijn raadsman, op de hoogte was gebracht van de datum van de terechtzitting, niet voldoende was om de rechten van verdediging echt te waarborgen.

(1) L. Muller, op. cit., blz. 183.

(2) Arrest van 9 april 1984, geciteerd door L. Muller, op. cit., blz. 183.

Kortom, de steller van het ontwerp dient de ontworpen regels aan te passen om met die rechtspraak rekening te houden.

d) Voor het geval de beklaagde in de fysieke onmogelijkheid verkeert om te verschijnen, bij voorbeeld wegens opname in de ziekenafdeling van een gevangenis, dient te worden bepaald dat de rechtbank zich ter plaatse dient te begeven om hem persoonlijk te verhoren.

e) De ontworpen wet dient eveneens in verband te worden gebracht met artikel 6, lid 1, juncto lid 3, d), van het Verdrag, waarin het recht wordt gehuldigd om getuigen op te roepen en te ondervragen.

In het raam van een versnelde strafprocedure, ingezet inzonderheid naar aanleiding van een betrapping op heterdaad, mag de rol van getuigen immers niet worden onderschat.

Het is van fundamenteel belang na te gaan hoe de verdediging in het kader van een procedure van onmiddellijke verschijning in weinig tijd het verhoor van getuigen à décharge zal kunnen regelen.

Hoewel in het Europees Verdrag aan de verdragsstaten de zorg wordt gelaten om de aanvaardbaarheid, de bewijskracht en de bewijsvoering in strafzaken te regelen, moeten die regels van intern recht toch kunnen samengaan met het begrip eerlijk proces vervat in artikel 6.

.../...

In de zaak Asch heeft het Hof als volgt geoordeeld :

"Il appartient donc aux juridictions nationales d'apprécier les éléments rassemblés par elles et la pertinence de ceux dont les accusés souhaitent la production. L'article 6, § 3, d), leur laisse le soin de juger de l'utilité d'une offre de preuve par témoins. Il n'exige pas la convocation et l'interrogation de tout témoin à décharge (1).

Het Europees Hof interpreteert artikel 6, lid 3, d), van het Verdrag als een verplichting tot een volledige "gelijkheid van de verweermiddelen" (2).

Zo heeft het Hof geoordeeld dat dit beginsel geschonden was doordat noch aan de beschuldigde noch aan zijn raadsman een passende en voldoende gelegenheid was geboden om een getuigenis à charge te betwisten en de persoon die die getuigenis had afgelegd te verhoren, hetzij

(1) Arrest Asch van 26 april 1991, paragraaf 25, geciteerd door L. Muller, op. cit., blz. 185.

(2) Arrest Vidal tegen België, Revue de droit pénal et de criminologie, 1993, blz. 454.

bij het afleggen ervan, hetzij later (1).

(1) Arrest Kostovski van 20 november 1989, Revue trimestrielle des droits de l'homme, 1990, noot van Callewaert ("Témoignages anonymes et droits de la défense").

In zijn arrest Saïdi van 20 september 1993 heeft het Hof geoordeeld dat ook in die zaak artikel 6, lid 1 en lid 3, d), geschonden was doordat verzoeker in het kader van handel in verdovende middelen alleen op basis van getuigenissen veroordeeld was, terwijl hij de getuigen noch in het stadium van het onderzoek, noch tijdens de debatten had kunnen ondervragen of kunnen laten ondervragen (1).

Krachtens deze rechtspraak is het uitgesloten dat een persoon, zelfs in het kader van een versnelde strafprocedure, louter op basis van getuigenissen die hij niet heeft kunnen tegenspreken, wordt veroordeeld.

Onder voorbehoud van de opmerking die hiervoren onder punt a) is gemaakt, dient in elk geval een minimumtermijn te worden bepaald waarbinnen de advocaat op basis van het dossier de verdediging van zijn cliënt kan voorbereiden en inzonderheid kan overwegen getuigen à décharge op te roepen (2).

(1) Arrest geciteerd door L. Muller, op. cit., blz. 186.

(2) Bij wijze van vergelijking kan erop worden gewezen dat in het wetsontwerp dat minister Wathélet in 1993 bij het Parlement heeft ingediend, gewerkt werd met een termijn van 48 uur. Zo luidde het ontworpen artikel 216sexies, vierde lid, als volgt :

"Ten minste achtenveertig uur vo,'o,'r de verschijning voor de rechtbank worden de plaats, de dag en het tijdstip van verschijnen vermeld in een speciaal op de griffie bijgehouden register en door de griffier per faxpost of bij ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de beklaagde en diens raadsman."

C. Uitvoering van de wet

In de memorie van toelichting staat het volgende te lezen :

"De Regering wil niet in het euvel vervallen van zoveel eerdere initiatieven waarbij het normatieve kader werd aangepast, zonder hiervan de consequenties te overzien op personeel, budgettair en organisatorisch vlak. In dit verband moeten zeker de vereiste implementatiemiddelen worden voorzien om te vermijden dat de wet dode letter blijft ...".

Zo wordt in de memorie van toelichting een uitbreiding van de formatie van zowel de magistraten als van het personeel van de griffies in het vooruitzicht gesteld.

Als de uitbreiding van de formatie van de magistraten, de griffiers en het administratief personeel niet afgerond is wanneer deze wet in werking treedt, zullen de hoven en rechtbanken met werk overstelpt raken, waardoor België de grootste moeite zal hebben om de verplichting na te komen om binnen een redelijke termijn uitspraak te doen, welke verplichting is opgelegd door artikel 6, lid 1, eerste alinea, van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Het Parlement zou beter ingelicht zijn over de gevolgen en over de exacte draagwijdte van de wet als de memorie van toelichting een bijlage zou bevatten met een

(Gedr. St. Senaat, zitting 1992-1993, nr. 819-1).

.../...

becijfering van de reële budgettaire behoeften die door het ontwerp ontstaan en met een duidelijke opgave van de uitbreiding van de formatie van zowel de magistraten als van het personeel van de griffies en de secretariaten van de parketten.

III. Bijzondere opmerkingen

Voorafgaande opmerking

Gelet op de belangrijkheid van de termijnen behoort nauwkeurig te worden aangegeven hoe deze worden berekend.

De vraag rijst of toepassing zal worden gegeven aan artikel 644 van het Wetboek van Strafvordering, krachtens welk artikel, indien de termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag verstrijkt, die vervalddag wordt verlengd tot de eerstvolgende werkdag, of indien behoort te worden teruggegrepen naar artikel 21 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.

Als wordt voortgegaan op de memorie van toelichting, moet die versnelde rechtspleging zeven dagen op zeven kunnen worden toegepast.

Het dispositief moet hieromtrent duidelijkheid scheppen.

Artikel 4

.../...

Deze bepaling voegt in het Wetboek van Strafvordering een nieuw artikel 209bis in, ten einde in zekere mate de regels van het hoger beroep aan te passen aan het specifieke karakter van de onmiddellijke verschijning.

Hoger Beroep tegen een vonnis gewezen in het kader van deze procedure behoort te worden ingesteld binnen een termijn van vijftien dagen zoals bepaald in artikel 203 van het Wetboek van Strafvordering, maar de bijzondere kamer van het hof van beroep dient uitspraak te doen binnen een termijn van acht dagen na de inschrijving op de rol.

De versnelde procedure heeft aldus eveneens uitwerking in geval van hoger beroep.

Het spreekt derhalve vanzelf dat de algemene opmerkingen die gewijd zijn aan de overeenstemming van de ontworpen tekst met artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden eveneens gelden voor de rechtspleging in hoger beroep.

De Raad van State stelt voorts vast dat de steller van de ontworpen tekst hoofdzakelijk begaan is geweest met de invoering van een bijzondere kamer bevoegd om kennis te nemen van hoger beroep ingesteld tegen vonnissen gewezen in het kader van de onmiddellijke verschijning en met de termijn waarbinnen deze kamer uitspraak behoort te doen.

In de tekst wordt evenwel geen enkele verduidelijking aangebracht met betrekking tot het verloop van de rechtspleging in hoger beroep. Welnu, het is zo dat de appelgerechten over dezelfde bevoegdheden beschikken en

.../...

dienen te beschikken als de rechtscolleges van eerste aanleg.

Aldus kan het appelgerecht de toepassing van de procedure van de onmiddellijke verschijning op de helling zetten door aan het parket aanvullend onderzoek te vragen naar het voorbeeld van wat bepaald wordt in het ontworpen artikel 216sexies van het Wetboek van Strafvordering. Zo kan het eveneens gebruik maken van het ontworpen artikel 216septies van hetzelfde Wetboek en aldus de strafmaat bepalen rekening houdend met de persoonlijkheid van de delinquent.

Enige andere oplossing zou een schending inhouden van het recht van de veroordeelde op een dubbele aanleg, welk recht in strafzaken uitdrukkelijk gewaarborgd wordt door artikel 14, lid 5, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, gedaan te New York op 19 december 1966.

Artikel 5

Ontworpen artikel 216sexies

Naast de algemene opmerkingen die reeds zijn gemaakt over deze bepaling, behoren de volgende opmerkingen te worden geformuleerd :

1. Op grond van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, zoals deze inzonderheid gewijzigd is bij de wet van 11 juli 1994, kan de procureur des Konings de beklaagde rechtstreeks dagvaarden voor de

.../...

correctionele rechtbank en een correctionele straf eisen rekening houdend met het bestaan van verzachtende omstandigheden of een verschoningsgrond, die hij behoort aan te geven.

Artikel 2, derde lid, van de voornoemde wet bepaalt evenwel dat de oproeping door het openbaar ministerie wegens verzachtende omstandigheden alleen mogelijk is in een beperkt aantal gevallen. De steller van het ontwerp behoort in de memorie van toelichting duidelijk te stellen dat de procureur des Konings alleen binnen de door de wet van 4 oktober 1867 vastgestelde perken de procedure van onmiddellijke verschijning in gang mag zetten voor de correctionele rechtbank wanneer hij een gecorrectionaliseerde misdaad bij deze rechtbank aanhangig maakt.

Het is voorts van belang eraan te herinneren dat de correctionele rechtbank zich krachtens artikel 3, tweede lid, van dezelfde wet onbevoegd kan verklaren wat betreft de verzachtende omstandigheden of de verschoningsgrond.

2. De ontworpen paragraaf 2, eerste lid, is onduidelijk gesteld. Dient het daarin bepaalde immers zo te worden begrepen dat het dossier van het parket ter beschikking wordt gesteld van de beklaagde en van zijn raadsman zodra de procureur des Konings de procedure van onmiddellijke verschijning in gang heeft gezet door te vragen dat een bevel tot aanhouding met het oog op de onmiddellijke verschijning wordt uitgevaardigd? Over welke termijn beschikt de beklaagde of zijn raadsman in dat geval om inzage te nemen van dat dossier vóór de verschijning in

.../...

afwachting van de afgifte van het bevel tot aanhouding ?

De tekst moet zeer duidelijk zijn wat die punten betreft, ten einde de werkzaamheid van de rechten van verdediging te kunnen waarborgen.

3. In diezelfde paragraaf 2 wordt bepaald dat het dossier ter beschikking wordt gesteld van de beklaagde en van zijn raadsman. Er behoort te worden bepaald dat het dossier eveneens ter beschikking moet worden gesteld van de burgerlijke partij (1).

-
- (1) De steller van het ontwerp wordt eraan herinnerd dat het Arbitragehof bij arrest nr. 54/97 van 18 juli 1997 geoordeeld heeft dat "hoewel de burgerlijke partij zich in een situatie bevindt die verschilt van die van de gedetineerde verdachte, (...) daaruit evenwel niet (volgt) dat zij in alle gevallen, gedurende het hele onderzoek, in de onwetendheid zou moeten worden gelaten over het dossier dat ook haar aanbelangt. Diegenen die persoonlijk benadeeld werden door een inbreuk en die zich burgerlijke partij hebben gesteld, kunnen immers

4. De ontworpen paragraaf 4, eerste lid, is onduidelijk, omdat daarin niet wordt bepaald op welk tijdstip de termijn van vijf dagen precies ingaat.

De woorden "binnen vijf dagen te rekenen van het bevel tot aanhouding" moeten worden vervangen door de woorden "binnen vijf dagen vanaf de kennisgeving waarvan sprake is in paragraaf 1, derde lid".

Ontworpen artikel 216septies

1. Luidens deze bepaling kan de correctionele rechtbank zich eerst uitspreken over de vraag of de beklaagde al dan niet schuldig is en het bepalen van de straf tot een latere terechtzitting uitstellen, zodat een maatschappelijk onderzoek over de persoonlijkheid van de delinquent kan worden verricht. Dat onderzoek moet er wel snel komen, aangezien de terechtzitting "plaats moet vinden binnen zeven dagen te rekenen vanaf de beslissing tot opschorting".

Uit de memorie van toelichting lijkt te kunnen worden opgemaakt dat naast de invoering van de procedure van onmiddellijke verschijning, "op organisatorisch vlak alter-

ook rechtmatige beweegredenen hebben om het straf-dossier te raadplegen. Die raadpleging kan bovendien het algemeen belang dienen, in zoverre de burgerlijke partij kan beschikken over gegevens die in het dossier zouden ontbreken".

natieve sanctiemechanismen verder uitgebouwd moeten worden ten einde deze ook in het kader van de onmiddellijke verschijning te kunnen toepassen".

Toen de gemachtigden van de minister hierover om hun mening is gevraagd, hebben zij uitgelegd dat het in de bedoeling ligt nieuwe alternatieve straffen op te leggen in plaats van systematisch vrijheidsberovende straffen uit te spreken.

Het is onder meer om die reden dat het ontworpen artikel 216septies van het Wetboek van Strafvordering de rechtbank een maximumtermijn van zeven dagen laat om op basis van het maatschappelijk onderzoek met betrekking tot de persoonlijkheid van de delinquent te bepalen welke straf ze uitspreekt.

Bij de huidige stand van ons recht is voornamelijk in het kader van de strafbemiddeling (artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering) en in de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie in alternatieve straffen voorzien.

In het kader van de onmiddellijke verschijning kan alleen de genoemde wet van 29 juni 1964 eventueel worden toegepast, waarbij de delinquent dan probatieopschorting of probatieuitstel kan krijgen, en verplicht wordt om ofwel dienstverlening te verrichten ofwel een bepaalde opleiding te volgen.

Het zou wenselijk geweest zijn dat, zodra er sprake is van de toepassing van de versnelde rechtspleging

.../...

in strafzaken op jonge delinquenten, tegelijkertijd met dit wetgevend initiatief ook een hervorming van de alternatieve straffen was uitgewerkt, zonder dat noodzakelijk toepassing hoeft te worden gemaakt van de genoemde wet van 29 juni 1964.

Bovendien rijst de vraag of het slachtoffer ook kan verschijnen en of het bij die gelegenheid kan tussenkomen in het geding. Kan het kennisnemen van het maatschappelijk onderzoek ?

De ontworpen tekst moet wat deze punten betreft nauwkeuriger worden gesteld.

2. Gezien de snelheid waarmee een maatschappelijk onderzoek moet verlopen, dienen ook hier de werkelijke behoeften aan personeel te worden ingeschat.

3. Tot slot vraagt de Raad van State zich af of de rechtbank nog kan terugkomen op haar beslissing om geen vrijheidsstraf op te leggen indien het maatschappelijk onderzoek nieuwe gegevens aan het licht mocht brengen omtrent de persoonlijkheid van de delinquent.

Artikel 6

Deze bepaling voegt in de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis een artikel 20bis in dat de rechtsfiguur van het "bevel tot aanhouding met het oog op

.../...

onmiddellijke verschijning" vastlegt. Daarmtrent behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. In de voornoemde wet van 20 juli 1990 wordt het uitzonderlijke karakter van de voorlopige hechtenis versterkt, worden de bevoegdheden van de onderzoeksrechter uitgebreid en worden de rechten van verdediging bekrachtigd; in de ontworpen wet wordt echter een nieuwe vorm van voorlopige hechtenis ingevoerd en de toepassing van die regeling wordt niet aan de onderzoeksrechter als zodanig toevertrouwd, doch aan de voorzitter van de correctionele rechtbank of aan de door hem daartoe aangewezen rechter, te kiezen uit de leden van zijn rechtbank.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in de ontworpen wet het uitvaardigen van die nieuwe soort van bevel tot aanhouding niet aan de beoordeling van de onderzoeksrechter wordt overgelaten, gezien zijn ervaring ter zake (1).

2. Voorts blijkt uit artikel 16, § 1, van de

(1) In de memorie van toelichting wordt de inspraak van de onderzoeksrechter in de procedure van onmiddellijke verschijning uitgesloten, doch de ontworpen bepalingen voorzien niet in zulk een beperking. Het staat dan ook aan de steller van het ontwerp om op dit punt een duidelijk standpunt in te nemen.

.../...

voornoemde wet van 20 juli 1990 het uitzonderlijke karakter van de voorlopige hechtenis. Ze kan immers alleen worden bevolen "in geval van volstreekte noodzakelijkheid voor de openbare veiligheid" (artikel 16, § 1, eerste lid) en "als er ernstige redenen bestaan om te vrezen dat de in vrijheid gelaten verdachte nieuwe misdaden of wanbedrijven zou plegen, zich aan het optreden van het gerecht zou onttrekken, bewijzen zou pogen te laten verdwijnen of zich zou verstaan met derden" (artikel 16, § 1, derde lid).

De ontworpen wet maakt artikel 16 van de voornoemde wet van 20 juli 1990 toepasselijk op de versnelde rechtspleging. De Raad van State wenst dan ook te beklemtonen dat de toepassing van de versnelde rechtspleging er niet toe mag leiden dat die essentiële voorwaarden voor vrijheidsberoving worden uitgehold.

3. Voorts dient de steller van de tekst zich te verklaren over de tenuitvoerlegging van de onmiddellijke verschijning : op basis van artikel 59 van het Wetboek van Strafvordering kan de onderzoeksrechter in alle gevallen van ontdekking op heterdaad of de als zodanig beschouwde gevallen immers het onderzoek aan zich trekken en rechtstreeks de handelingen verrichten die tot de bevoegdheid van de procureur des Konings behoren.

Kan de procureur des Konings, zodra hij op de hoogte ervan is gebracht, de onmiddellijke verschijning nog bevelen indien de onderzoeksrechter reeds verscheidene onderzoeksdaaden heeft verricht en de beklaagde verhoord heeft met het oog op het uitvoeren van een bevel tot

.../...

aanhouding ?

Wat gebeurt er bovendien indien in het geval van heterdaad het slachtoffer zich bij de onderzoeksrechter burgerlijke partij stelt ?

4. Het ontworpen artikel 20bis, § 2, maakt titel I, hoofdstuk III, van de voornoemde wet van 20 juli 1990 toepasselijk op het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning, met uitzondering evenwel van artikel 18, § 1, eerste en tweede lid, alsook van het bepaalde in hoofdstuk X.

De rechtszekerheid vereist echter dat de ontworpen wet duidelijk in de voornoemde wet van 20 juli 1990 de bepalingen invoegt die het uitvoeren van een bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning regelen.

De toepassing mutatis mutandis van de bestaande rechtsregels op de specifieke regeling van onmiddellijke verschijning levert geen voldoende garanties op het stuk van de uitlegging van de teksten, wat onaanvaardbaar is in een aangelegenheid die rechtstreeks betrekking heeft op de persoonlijke vrijheid.

Zoals de gemachtigden van de minister erop gewezen hebben, is de aanwezigheid van de advocaat tijdens de gehele procedure van onmiddellijke verschijning derhalve essentieel.

Artikel 16 van de voornoemde wet van 20 juli 1990

.../...

voorziet echter niet in een contradictoir debat wanneer de onderzoeksrechter beslist het bevel tot aanhouding uit te vaardigen.

Het ontworpen artikel 20bis, § 1, schrijft zijnerzijds voor dat de raadsman van de beklaagde gehoord wordt door de voorzitter van de correctionele rechtbank of door de door laatstgenoemde daartoe aangewezen rechter.

Deze bepaling schrijft evenwel niet voor op welk tijdstip de advocaat toegang heeft tot het door de procureur des Konings samengestelde dossier.

Wordt hij pas op de terechtzitting in kennis gesteld van de vordering van de procureur des Konings ?

Hoe staat het, in die fase van de procedure, met de effectieve uitoefening van de rechten van verdediging ?

Zal voorts de ondervraging van de beklaagde door de onderzoeksrechter voorafgaand aan het uitvaardigen van het bevel tot aanhouding, waarin artikel 16, § 2, van de voornoemde wet van 20 juli 1990 voorziet, in dat geval door de voorzitter van de correctionele rechtbank worden gevoerd, door de daartoe aangewezen rechter of door de procureur des Konings ?

Het is eveneens verwonderlijk dat het ontwerp de toepassing van artikel 18, § 1, eerste lid, van diezelfde wet uitsluit, te meer daar die bepaling de grondwettelijke waarborg vastlegt dat niemand van zijn vrijheid kan worden beroofd zonder dat een rechter binnen een termijn van 24 uur

.../...

een bevel tot aanhouding heeft uitgevaardigd. Het spreekt vanzelf dat die grondwettelijke waarborg uitdrukkelijk moet worden veiliggesteld.

Een probleem op het stuk van de interpretatie kan eveneens rijzen met betrekking tot artikel 20 van dezelfde wet, in zoverre dat artikel het volgende bepaalt : "Onmiddellijk na het eerste verhoor kan de verdachte vrij verkeer hebben met zijn advocaat".

Over welk verhoor gaat het in het onderhavige geval ?

Tot slot lijkt het niet logisch de bepalingen van hoofdstuk X van de wet van 20 juli 1990 toepasselijk te verklaren op de specifieke regeling van de onmiddellijke verschijning, aangezien de strekking van de ontworpen tekst erin bestaat de delinquent in hechtenis te houden totdat over zijn schuld uitspraak is gedaan.

Artikel 7

Deze bepaling wijzigt artikel 33, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 20 juli 1990 in die zin dat de persoon die schuldig wordt verklaard op basis van het ontworpen artikel 216septies van het Wetboek van Strafvordering, opnieuw in vrijheid kan worden gesteld tot op de volgende terechtzitting (binnen ten hoogste zeven dagen), waarop de rechter zich uitspreekt over de alternatieve straf.

Zoals reeds is opgemerkt onder artikel 6 van het

.../...

ontwerp, moet die specifieke wijziging van de voornoemde wet van 20 juli 1990 ingepast worden in een nieuw hoofdstuk van die wet, dat voorziet in een regeling met betrekking tot het bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning.

IV. Slotopmerkingen in verband met de wetgevingstechniek

Artikel 8

Artikel 76 van het Gerechtelijk Wetboek telt slechts twee leden. Derhalve moet de inleidende zin als volgt worden gesteld :

"Artikel 76 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld als volgt :".

Voorts dienen in de Franse ontworpen tekst de woorden "division du tribunal correctionnel" te worden vervangen door de woorden "section du tribunal correctionnel", overeenkomstig de terminologie van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 9

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"In artikel 92, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 3 augustus 1992, wordt een 4°bis ingevoegd, luidende :".

.../...

Artikel 10

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"In artikel 101 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1985 en 9 juli 1997, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. NIKIS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de H. C. NIKIS,
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS